

ORDRE DU JOUR



CONSEIL MUNICIPAL JEUDI 09 OCTOBRE 2025 - 18 HEURES -

- Compte-rendu du Conseil Municipal du 19 juin 2025 – Approbation

- N°25-53** Tarifs municipaux 2026 - *Reportée au prochain CM.*
- N°25-54** Engagement de la commune dans la démarche COP Rouen 2030 et préparation de la signature de l'Accord de Rouen pour le climat n°2
- N°25-55** Rétrocession d'une concession au colombarium
- N°25-56** Location de salles – règlement – suppression du délai de réservation en cas de circonstance exceptionnelle
- N°25-57** Convention de mise à disposition de la Maison de l'Animation à l'association « Forever Country »
- N°25-58** Modification du tableau des effectifs du personnel municipal
- N°25-59** Nouvelles modalités d'exercice du télétravail – abrogation de la délibération n°23-25 du 23 mars 2023
- N°25-60** Médiathèque – braderie des vieux documents - tarifs
- N°25-61** Médiathèque – tarifs conversation anglaise – modification suite erreur de plume
- N°25-62** Validation de la carte scolaire
- N°25-63** Règlements intérieurs de la restauration collective, des accueils périscolaires et des accueils de loisirs – mises à jour
- N°25-64** Tarifs de mise à disposition des équipements sportifs aux partenaires
- N°25-65** Actualisation de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) pour 2026
- N°25-66** Dénomination de voie – carrefour de la demi-lune

- Compte rendu des décisions du Maire,
- Compte-rendu des décisions concernant la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière.

affiché le 15 OCT. 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-54



Engagement de la
commune dans la
démarche COP
Rouen 2030 et
préparation de la
signature de
l'Accord de Rouen
pour le climat n°2

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

Après avoir déclaré l'urgence climatique en 2020 et pris des engagements en faveur de la neutralité carbone dans le cadre du challenge Cities Race to Zéro, la mobilisation des acteurs du territoire dans la transition écologique (communes, entreprises, citoyens, associations...) avec la COP21 Rouen Normandie, reste une priorité majeure pour relever ces défis.

Initiée en 2017 avec l'appui du WWF France et de l'ADEME, la COP21 locale a conduit la commune à s'engager dans l'Accord de Rouen pour le Climat en adoptant des actions à réaliser en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la réduction des consommations d'énergie et de ressources et la préservation de la biodiversité. Alors que ces engagements ont été pour partie mis en œuvre et à l'heure où l'accélération des politiques de transition écologique est une nécessité, l'heure est à la remobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire dans une nouvelle mobilisation dénommée « COP Rouen 2030 » ayant vocation à établir collectivement une feuille de route claire et ambitieuse à l'horizon 2030 pour accompagner notre transition social-écologique.

Délibération n°25-54/Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

Depuis fin 2022, le Plan Climat Air Energie Territorial a été mis en révision, avec l'objectif fort d'atteindre la neutralité carbone en 2050 au plus tard et de s'adapter au changement climatique. Ce nouveau plan d'actions fixera les actions nécessaires à mettre en place d'ici 2032. Cette révision se fait en même temps que celle du Schéma de Cohérence Territoriale (Scot), le document d'urbanisme qui fixe les orientations d'aménagement à l'horizon 2050, dans un document global intitulé « SCoT AEC », abordant les enjeux de préservation de la biodiversité, d'adaptation au changement climatique et d'artificialisation des sols notamment. En 2024, un nouveau projet a ainsi été conçu pour imaginer notre territoire en 2050 : un plan ambitieux pour un avenir durable. C'est sur cette base que débute, avec le lancement de la COP Rouen 2030, le travail d'élaboration du plan d'actions Air Energie Climat, qui devra s'appuyer sur une mobilisation et un engagement renforcé des acteurs du territoire (communes, entreprises, citoyens, associations...).

Cette COP Rouen 2030, animée par la Métropole Rouen Normandie, doit permettre de renouveler ou identifier une série d'actions et de mesures concrètes dénommées « Engagements COP Rouen 2030 » qui seront rassemblées dans « l'Accord de Rouen pour le Climat #2 » qui sera signé par l'ensemble de ses contributeurs le 30 septembre 2025.

- Après avoir fait l'inventaire des actions relatives à l'air, à l'énergie et au climat déjà menées par la Commune de Déville lès Rouen notamment dans le cadre de la COP21 Rouen Normandie,
- Après avoir identifié les actions à entreprendre, sur la base du catalogue des actions identifiées lors de l'atelier d'élaboration de la feuille de route des communes à horizon 2030 ayant eu lieu le 17 mars 2025,
- Après avoir consulté les agents municipaux compétents sur ces domaines,
- Après avoir débattu de ces propositions d'engagements avec les membres du conseil,

Madame le Maire propose que la Commune contribue à la transition sociale écologique en planifiant la mise en œuvre des engagements COP Rouen 2030 listés en annexe. Ces engagements seront inscrits dans « l'Accord de Rouen pour le Climat #2 », que Madame le Maire signera pour la commune.

Dans ce cadre, la présente délibération dresse également le bilan de la politique environnementale conduite par la commune de Déville lès Rouen ainsi que les objectifs poursuivis, dans un rapport ci-annexé.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2121-29,

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L 224-7 et L 224-8,

Vu les articles 173, 176, 188 de la loi N° 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite Loi TECV,

Vu le décret N° 2015-1850 du 29 Décembre 2015 relatif à la cohérence des dépenses d'investissement des émetteurs avec une stratégie bas-carbone,

Vu le décret N° 2016-1442 qui adopte la Programmation pluriannuelle de l'énergie pour les périodes 2016-2018, et 2018-2023,

Vu le décret N° 2016-849 du 28 Juin 2016 qui précise les modalités d'application de l'article 188 de la Loi TECV,

Vu la délibération du Conseil municipal n°18-120 du 6 décembre 2018, approuvant les engagements de la Ville dans le cadre de l'accord de Rouen pour le climat du 29 novembre 2018,

Considérant :

- que la COP21 Rouen Normandie a conduit la commune à s'engager dans l'Accord de Rouen pour le Climat le 29 novembre 2018, en adoptant des actions à réaliser en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la réduction des consommations d'énergie et des ressources et la préservation de la biodiversité,
- que le Plan Climat Air Energie Territorial a été mis en révision aux fins d'intégrer de nouvelles actions à mettre en place d'ici à 2032,
- l'intérêt de la commune de se mobiliser dans le cadre de la COP Rouen 2030 en vue d'adopter de nouveaux engagements dans le cadre de l'Accord de Rouen pour le Climat #2,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- d'autoriser Madame le Maire à adopter les engagements de la Ville listés en annexe en faveur de la COP Rouen 2030 selon l'Accord de Rouen pour le Climat #2 et à signer les documents inhérents aux engagements.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Mirella Deloignon

Délibération n°25-54/Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-55



Rétrocession d'une
concession au
colombarium

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

La rétrocession permet au titulaire d'une concession funéraire d'en faire retour à la commune, qui peut ainsi à nouveau la concéder. Pour être possible, la rétrocession doit répondre à plusieurs critères :

- La demande doit émaner du concessionnaire ;
- La concession doit être vide de tout défunt ;
- Le concessionnaire ne doit pas faire une opération lucrative en rétrocédant sa concession.

La rétrocession, si elle est acceptée par la commune, donne lieu au remboursement au *pro rata temporis* de la somme versée lors de l'octroi de la concession.

En l'espèce, la commune a été saisie de la demande de Mme Béatrice FERMENT-HAUCHARD de rétrocession de la concession en columbarium n° 7892 acquise le 13/09/2021.

Délibération n°25-55/Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

La rétrocession de cette concession réunit tous les critères pour pouvoir être autorisée. Le montant au *pro rata temporis* à rembourser pour cette rétrocession est de 536 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de valider la rétrocession de la concession à la commune et de rembourser Mme Béatrice Ferment-Hauchard de la somme de 536€.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217602168-20251009-delib2555-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2025

affiché le 15 OCT. 2025



Le Maire,

Mirella Deloignon

affiché le 15 OCT. 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-56



Location de salles
- règlement -
suppression du
délai de réservation
en cas de
circonstance
exceptionnelle

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothée, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

Le règlement intérieur des salles municipales Cailly, Clairette et Halle du Pont Roulant, prévoit un délai minimum de 10 jours entre la demande de réservation et la date d'occupation, et ce, afin de permettre la préparation des salles. Cependant, il apparaît opportun de pouvoir réduire ce délai en cas de circonstances exceptionnelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'ajouter la mention "Ce délai minimal peut néanmoins être réduit lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient" à l'article 3-2 des règlements des salles Cailly et Clairette et de la Halle du Pont Roulant.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,



Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Mirella Deloignon

Délibération n°25-56 Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

affichée le 15 OCT. 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

**Délibération
n°25-57**



Convention de
mise à disposition
de la Maison de
l'Animation à
l'association
« Forever
Country »

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

L'association Forever Country a pour but la pratique de la danse country et la participation à des manifestations et animations culturelles. Son siège social est domicilié à Déville lès Rouen et son président a sollicité la commune afin de pouvoir disposer de la mise à disposition gratuite d'une salle municipale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'autoriser la mise à disposition gracieuse de la salle "Maison de l'animation" à l'association et d'autoriser Madame le Maire à signer la convention d'occupation correspondante.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Mirella Deloignon

Délibération n°25-57/Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-58



Modification du
tableau des
effectifs du
personnel
municipal

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

Afin de permettre :

L'ouverture au tableau des effectifs des postes nécessaires :

- au recrutement d'un responsable gestion administrative RH,
- au recrutement d'une assistante administrative communication
- au recrutement d'un maître-nageur sauveteur
- au recrutement d'un agent polyvalent de collectivité à temps non complet 20 heures hebdomadaires suite à la non-reconduction possible d'un contrat PEC

Délibération n°25-58/Nom. : 4.1 Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

et la fermeture des postes libérés suite :

- au départ d'un agent pour mutation
- au départ d'un agent pour démission
- au non-renouvellement d'un contrat PEC arrivé à échéance
- à un recrutement non finalisé

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- *de modifier le tableau des effectifs comme suit :*

Grade	Situation ancienne	Situation nouvelle	Date d'effet
Rédacteur principal de 1ère classe	3	2	01/09/2025
Rédacteur territorial	6	7	01/09/2025
Adjoint administratif principal de 2ème classe	5	4	01/09/2025
Adjoint administratif territorial	12	13	10/10/2025
Adjoint technique territorial	57 dont 10 à temps non complet à savoir : 5 à 57.14 % - 2 à 85 % - 2 à 90% - 1 à 42.85 %	58 dont 10 à temps non complet à savoir : 6 à 57.14 % - 2 à 85 % - 2 à 90% - 1 à 42.85 %	01/09/2025
Educateur des APS	3	2	01/09/2025
Educateur des APS principal de 2ème classe	0	1	01/09/2025

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Mirella Deloignon

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217602168-20251009-delib2558-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2025

afichée le

15 OCT. 2025

affichée le 15 OCT. 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-59



Nouvelles
modalités
d'exercice du
télétravail –
abrogation de la
délibération n°23-
25 du 23 mars
2023

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

- Le code général de la Fonction Publique ;
- Les articles 8 bis à 8 nonies de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- L'article 133 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
- Le décret n°2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n°2016-151 du 11 février 2016 ;

Délibération n°25-59/Nom. : 4.1 Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

- Le décret n°2021-904 du 7 juillet 2021 relatif aux modalités de la négociation et de la conclusion des accords collectifs dans la fonction publique ;
- Le décret n°2021-1725 du 21 décembre 2021 modifiant les conditions de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
- L'accord-cadre du 13 juillet 2021 relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique ;
- La délibération du Conseil Municipal en date du 23 mars 2023 relative à l'instauration du télétravail dans la collectivité ;
- L'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 17 septembre 2025 ;

Par délibération n° 23-25 en date du 23 mars 2023, la commune a instauré le télétravail à compter du 1er avril 2023. Ce dispositif, dans sa première version, ne concernait que le poste de Directeur Général des Services et les directeurs de service, avec la possibilité de bénéficier de 5 jours flottants par an. Il prévoyait également :

- Le télétravail sur avis médical,
- L'autorisation temporaire pour situation exceptionnelle, applicable aux postes précités ainsi qu'à d'autres postes listés dans ladite délibération.

Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des conditions de travail, inscrite dans la politique de Qualité de Vie au Travail (QVT) de la collectivité, il est aujourd'hui proposé d'élargir le recours au télétravail à un plus grand nombre d'agents et de redéfinir le nombre de jours à accorder, selon de nouvelles conditions d'éligibilité définies dans un règlement interne annexé à la présente délibération.

Ce nouveau cadre vise à concilier performance du service public, équilibre vie professionnelle/vie personnelle et attractivité de la collectivité.

Le règlement pourra, le cas échéant, être adapté sur la base de l'évaluation du bilan annuel. Toute adaptation sera formalisée par une décision de l'organe délibérant, après avis du Comité Social Territorial.

La mise en application du règlement est fixée au 1er novembre 2025.

Considérant qu'il convient d'adapter les modalités de recours au télétravail afin de répondre aux besoins d'organisation des services, d'assurer la continuité du service public et d'harmoniser les pratiques internes ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer de nouvelles conditions d'éligibilité et des quotas annuels en fonction des postes, dans un souci d'équité et d'efficacité ;

Considérant que les modalités précises de mise en œuvre sont définies dans un règlement intérieur annexé à la présente délibération ;


Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- ***D'abroger, à compter du 1er novembre 2025, les dispositions relatives au télétravail fixées par la délibération n°23-25 du 23 mars 2023.***
- ***D'instaurer à compter du 1er novembre 2025 le télétravail dans les conditions précisées au règlement intérieur annexé à la présente délibération.***

- *D'autoriser l'autorité territoriale à signer les autorisations individuelles de télétravail et tout document afférent.*

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

 Maire,
Ariella Deloignon

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-60



Médiathèque –
braderie des vieux
documents - tarifs

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothée, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

Chaque année la médiathèque élimine un certain nombre de documents abîmés ou obsolètes de ses collections. Ces vieux documents sont ensuite donnés à des associations (telle que Ammaréal qui reverse un pourcentage de la revente en ligne) ou dans les boîtes à livres de la commune.

Une partie des documents est réservée pour la braderie permanente tout au long de l'année et également pour la grande braderie annuelle de la médiathèque qui aura lieu cette année le samedi 6 décembre de 10h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30.

Dans ce cadre, il convient de fixer les tarifs de vente des documents selon leurs natures. Il est proposé de reconduire les tarifs mis en place les années précédentes, à savoir :

- Roman ou album (secteurs Adulte et Jeunesse) : 1 €
- Documentaires (livres, secteurs Adulte et Jeunesse) : 2 €
- CD audio (secteur musique) : 1 €

Délibération n°25-60/Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

- Lot de 5 revues (secteurs Adulte et Jeunesse) : 1 €
- Cédéroms (secteur multimédia) ou DVD : 1 €
- Partition musicale : 1 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de reconduire les tarifs de vente de l'année précédente qui seront applicables à compter de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217602168-20251009-delib2560-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2025

affichée le 15 OCT. 2025



Le Maire,

Mirella Deloignon

affichée le 15 OCT. 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-61



Médiathèque –
tarifs conversation
anglaise –
modification suite
erreur de plume

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

Une erreur s'est glissée dans le calcul des tarifs 2025 de la conversation anglaise, votés en juin dernier.

Il convient de corriger ces tarifs comme suit :

Activité	Tarif dévillois	Tarif non dévillois	Tarif réduit (étudiant, sur présentation d'un justificatif)
Conversation anglaise	83 €	198 €	55 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de voter ces tarifs pour effectuer les premières inscriptions à partir d'octobre 2025.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Mirella Deloignon

Délibération n°25-61/Nom. : 2025-10-09

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-62



Validation de la
carte scolaire

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothée, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

La carte scolaire constitue un outil de gestion et d'anticipation permettant de définir la répartition géographique des élèves entre les différentes écoles de la commune. Elle s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles L.212-7 et L.212-8 du Code de l'éducation, qui confient à la commune la responsabilité de l'affectation des élèves au sein des écoles publiques de son territoire.

La carte scolaire a pour finalité :

- D'assurer une répartition équilibrée des effectifs entre les écoles élémentaires et préélémentaires ;
- De favoriser une gestion optimale des moyens humains et matériels (locaux, restauration, équipements, encadrement) ;
- De prendre en compte la typicité du territoire communal et la localisation des familles ;
- D'anticiper les évolutions démographiques et les besoins scolaires à venir, afin d'adapter la capacité d'accueil des établissements.

Délibération n°25-62/Nom. : 8.1 Enseignement

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

La carte scolaire présentée constitue un cadre de référence durable, ajustable seulement en fonction de l'évolution des effectifs et des caractéristiques démographiques du territoire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Par 24 voix « Pour » : Deloignon Mirella, Dufour Xavier (pouvoir de Boutigny Annette), Jaha Mohamed, Mottet Delphine (pouvoir de Maupu Edwige), Vallant Jérôme (pouvoir de Neyt Lucie) , Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel (pouvoir de Cheval Alexandre), Ridez Yoann (pouvoir de Colin Emilie), Hébert François, Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice.

Et 8 abstentions : Duchaussoy Vincent (pouvoir de Arnoult Mickaël), Fahy Noëlle (pouvoir de Michelin Martine), Nicolle Nadia, Colin Yannick (pouvoir de Cornelis Annie), Belhadj Lazreg.

décide de voter la carte scolaire.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217602168-20251009-delib2562-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2025

affiché le 15 OCT. 2025

Le Maire,
Mirella Deloignon



REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.



Arrondissement
de Rouen

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothée, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Délibération
n°25-63

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.



Règlements
intérieurs de la
restauration
collective, des
accueils
périscolaires et des
accueils de loisirs –
mises à jour

Dans le cadre de l'amélioration et de la mise à jour des règlements intérieurs des services enfance, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter les modifications suivantes :

1. Restauration collective

Dans le cadre de la mise en place du nouveau portail familles, il convient d'actualiser le règlement de la restauration scolaire afin de l'adapter au fonctionnement réel du service et de clarifier certaines dispositions.

Articles 3 : Les inscriptions

Rédaction actuelle : « L'inscription préalable est obligatoire pour pouvoir déjeuner à la cantine. La famille devra impérativement remplir le document unique d'inscription et le retourner au service Jeunesse, Écoles et Sports au plus tard pour le 15 août. Le planning de présence à la restauration devra ensuite être complété sur le portail famille ainsi que le choix entre repas alternatif ou classique. Il est indispensable de consulter sur le portail famille

Délibération n°25-63/Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

la procédure complète de l'inscription restauration et de la procédure planning restauration. »

Proposition de modification : « L'inscription préalable est obligatoire pour accéder à la restauration scolaire. En cas de première inscription, la famille doit impérativement remplir le document unique d'inscription et le transmettre au service Education et Sport soit en Mairie au service des inscriptions, soit par mail à education@mairie-deville-les-rouen.fr. Une fois enregistré, les accès au portail familles seront activés afin que la famille complète le dossier informatique.

Pour les années suivantes, il suffira de déposer sur le portail familles :

- L'attestation d'assurance scolaire en cours de validité
- Un justificatif de domicile pour les résidents dévillois

Le planning de réservation doit être obligatoirement rempli sur le portail familles. Ce planning conditionne l'application du tarif correspondant à la situation familiale (quotient familial CAF).

Les repas servis sans inscription préalable seront facturés au tarif le plus élevé du barème.

Un document d'aide est disponible sur le portail familles dans la rubrique « infos Pratiques » « aide »

Article 6 – Évènements exceptionnels

Rédaction actuelle :

« Lorsque le repas est préparé, et indépendamment de la volonté et de la responsabilité de la Ville (par exemple professeur absent non remplacé, grève, etc.), les repas seront facturés aux familles. »

Proposition de modification :

Lorsque le repas est préparé mais non consommé, pour des raisons indépendantes de la volonté et de la responsabilité de la Ville, deux situations sont distinguées :

1. Grève imprévue (non annoncée) : les repas étant déjà produits, ils sont facturés aux familles

2. Grève prévue avec mise en place du SMA (Service Minimum d'Accueil) : pas de facturation car les repas ne sont pas préparés ou une adaptation du menu a pu être mise en place selon les présences effectives (Menu d'urgence)

Article 8 – Facturation

Remplacer la mention « garderie » par accueil périscolaire afin de correspondre à la terminologie actuelle.

Ces ajustements permettront : d'aligner le règlement sur l'outil « portail familles », de clarifier les droits et obligations des familles, d'améliorer l'équité du système de facturation, et enfin d'adopter une terminologie cohérente avec les services municipaux actuels.

2. Accueils périscolaires

Un préambule a été ajouté afin de rappeler que :

Le service des accueils périscolaires est un service proposé par la commune, non obligatoire, il ne peut répondre à tous les besoins spécifiques individuels. Les familles s'engagent à respecter le règlement intérieur et conservent la possibilité de recourir à un autre mode de garde.

Article 2 – Inscriptions

Formulation actuelle :

- « Les inscriptions se font en mairie auprès du service des affaires scolaires. Il est possible de s'inscrire tout au long de l'année avant la première participation de l'enfant »

Nouvelle formulation proposée :

- « Les inscriptions aux accueils périscolaires sont automatiques dès lors que le portail famille est à jour. La facturation est établie en fonction de l'utilisation effective du service par la famille »

Article 5 – Obligations des utilisateurs

Ajout de la mention suivante :

« Il incombe aux parents d'habiller leurs enfants en fonction de la saison et des conditions météorologiques (manteau chaud, protection contre la pluie, etc.). Cette recommandation concerne particulièrement les enfants des écoles Rousseau et Charpak qui effectuent un trajet extérieur pour se rendre sur les lieux d'accueil périscolaire. En cas de manquement répété, le service se réserve le droit de suspendre l'accès à la garderie afin de garantir la sécurité et le bien-être des enfants. »

3. Accueils de loisirs

Article 5 – Tarifs et facturation

Ajout de la précision suivante :

« Les aides aux accueils de loisirs (AAL), anciennement appelées "Bon Temps Libre" doivent obligatoirement être transmises au moment de l'inscription, à l'adresse électronique jeunesse@mairie-deville-les-rouen.fr »
Toute transmission ultérieure ne pourra être prise en compte une fois la facture émise. Cette mesure vise à éviter une surcharge de travail, ainsi que des échanges difficiles avec les familles concernant des demandes d'annulation de factures.

Délibération n°25-63/Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

Article 6 – Engagement des familles

Ajout de la disposition suivante :

« À partir de deux absences non justifiées, le service appliquera une carence de 15 jours pour toute nouvelle inscription. »

Cette mesure vise à privilégier l'accès des familles ayant un besoin avéré du service. »

Pour rappel, afin de pallier les absences injustifiées, une pénalité financière de 4 € avait été mise en place, correspondant à la perte de financement CAF (les enfants étant désormais subventionnés à la présence et non plus à l'inscription). Néanmoins, ce dispositif s'est révélé insuffisamment dissuasif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter ces modifications sur les différents règlements : - Restauration collective – Accueils de loisirs – Accueils périscolaires

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Mirella Deloignon

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217602168-20251009-delib2563-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2025

affiché le 15 OCT. 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.



Arrondissement
de Rouen

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Délibération
n°25-64

Était absente : Prévost Pauline.



Tarifs de mise à
disposition des
équipements
sportifs aux
partenaires

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

La commune est régulièrement sollicitée pour la mise à disposition de ses équipements sportifs par des associations ou organismes extérieurs dans le cadre de manifestations d'ampleur régionale ou nationale comme par le passé les championnats de France universitaires de handball, et plus récemment les championnats départementaux de volley-ball ou les championnats de France de Handball des sapeurs-pompiers.

Afin de fluidifier le traitement des demandes et de cadrer l'offre faite aux partenaires, il est proposé de fixer une tarification applicable pour toute mise à disposition exceptionnelle des équipements sportifs.

Cette tarification sera alignée sur le tarif d'indemnisation perçu par la Région Normandie pour la mise à disposition des équipements dans le cadre scolaire (lycées), formalisée dans les conventions de mise à disposition, révisée tous les ans lors du vote des tarifs du service des sports.

Délibération n°25-64/Nom. : 7.10 Divers

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

Ceci permettra de :

- Garantir une équité entre les différents partenaires sollicitant la commune,
- Donner un cadre clair et anticipé aux associations et organismes demandeurs,
- Assurer une juste compensation des charges supportées par la commune pour l'utilisation de ses équipements,
- Faciliter la gestion administrative par une base tarifaire validée en Conseil Municipal.

Equipements	Tarifs horaires d'utilisation 2025-2026
Equipements sportifs couverts (Hors piscine)	12 € / h
Equipements sportifs extérieurs	10 € / h

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide d'adopter la création de cette tarification pour la mise à disposition des équipements sportifs.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Mirella Deloignon

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217602168-20251009-delib2564-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2025

affiché le 15 OCT. 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-65



Actualisation de la
taxe locale sur la
publicité extérieure
(TLPE) pour 2026

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothee, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

Par délibération du 18 juin 2009, le Conseil Municipal a institué la taxe locale sur la publicité extérieure et décidé de certaines exonérations, à savoir les dispositifs dépendant des concessions municipales d'affichage, les dispositifs apposés sur les éléments de mobilier urbain et les enseignes dont la surface totale est inférieure à 12 m².

Vu les articles L. 454-39 à 49 du code des impositions sur les biens et services, Considérant que le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE pour 2026 s'élève à +1.8% (source INSEE),

Les tarifs pour l'année 2026 sont fixés comme suit :

		Tarifs annuels 2025 au m ²	Tarifs annuels 2026 au m ²
Enseignes	< 7m ²	Exonération	Exonération
	> 7 m ² et <=/ à 12 m ²	Exonération	Exonération
	> 12 m ² et <=/ à 20 m ²	22,50 €	22,91 €

Délibération n°25-65/Nom. : 7.2 Fiscalité

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

	> 20 m ² et <=/= à 50 m ²	45,00 €	45,80 €
	> 50 m ²	89,40 €	91,00 €
Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques	<=/= 50 m ²	22,50 €	22,91 €
	> 50 m ²	45,00 €	45,80 €
Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques	<=/= 50 m ²	67,75 €	68,97 €
	> 50 m ²	131,60 €	133,97 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de valider ces tarifs pour l'année 2026.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217602168-20251009-delib2565-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2025

affiché le 15 OCT. 2025



Le Maire,

Mirella Deloignon

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE DEVILLE LES ROUEN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 09 OCTOBRE 2025

Département
de la
Seine-Maritime



Arrondissement
de Rouen

Canton de
Mont-Saint-Aignan

Délibération
n°25-66



Dénomination de
voie – carrefour de
la demi-lune

L'an deux mille vingt-cinq, le 09 octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Déville lès Rouen, légalement convoqué le 02 octobre 2025 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Mirella Deloignon, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été ouverte de manière publique.

Étaient présents : Deloignon Mirella, Dufour Xavier, Jaha Mohamed, Mottet Delphine, Vallant Jérôme, Boutin Annie, Appriou Philippe, Marin-Curtoud Virginie, Guillet Dorothée, Gambier Dominique, Delahaye Joël, Deme Abdoul-Aziz, Leroux Sandrine, Desnoyers Nathalie, Vitoux Emmanuel, Ridez Yoann, Hébert François (arrivé à 18h16), Thiessé Stéphanie, Nectoux Béatrice, Duchaussoy Vincent, Fahy Noëlle, Belhadj Lazreg (arrivé à 18h10), Nicolle Nadia, Colin Yannick.

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

Boutigny Annette à Dufour Xavier, Neyt Lucie à Vallant Jérôme, Maupu Edwige à Mottet Delphine, Colin Emilie à Ridez Yoann, Cheval Alexandre à Vitoux Emmanuel, Arnoult Mickaël à Duchaussoy Vincent, Cornelis Annie à Colin Yannick, Michelin Martine à Fahy Noëlle.

Était absente : Prévost Pauline.

Secrétaire de séance : Stéphanie Thiessé.

En application des dispositions des articles L2121-29 et L2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal de définir, par délibération, la numérotation et le nom à donner aux rues et aux bâtiments publics afin de faciliter le repérage des services de secours, des services postaux et d'autres services publics ou commerciaux, ainsi que la localisation GPS.

Sur proposition de la Ville de Maromme, et considérant l'accord de la Ville de Notre Dame de Bondeville, il est proposé de renommer le carrefour Aristide Briand dit "Demi-Lune" partagé entre les territoires de Maromme, Notre Dame de Bondeville et Déville lès Rouen, en « Carrefour de la Demi-Lune ».

Délibération n°25-66/Nom. : 8.3 Voirie

Cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission aux services de l'État.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de valider cette modification.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217602168-20251009-delib2566-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2025

affichée le 15 OCT. 2025



Le Maire,

Mirella Deloignon